



## François-Michel Gonnot

Député UMP de l'Oise

Président de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

### PORTRAIT

# Un député pédagogue pour traiter du nucléaire

**D**IPLOMÉ À LA FOIS DE SCIENCES POLITIQUES PARIS et de l'Institut français de Presse, François-Michel Gonnot commence sa carrière de journaliste à *Combat*, la poursuit au *Quotidien de Paris* avant de diriger la *Lettre de l'UDF* durant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Député de l'Oise, élu pour la première fois en 1988, c'est un homme de communication et de dialogue qui s'est aussi spécialisé dans le conseil aux entreprises. A l'Assemblée nationale, il a présidé, de 1994 à 1997, la commission de la production et des échanges, et assure actuellement le secrétariat du groupe d'études sur les énergies.

Comme président de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) – son décret de nomination a été signé par le président de la République le 30 mai 2005 au lendemain du référendum sur la Constitution européenne –, il a participé activement au débat public sur la gestion des déchets radioactifs entre septembre 2005 et janvier 2006, préalable à l'adoption par les députés de la loi sur les déchets radioactifs le 13 avril dernier.

Ce projet de loi qui doit être définitivement adopté par le Sénat avant l'été, va permettre à l'Andra de passer, après une phase de recherche, à celle du projet industriel de stockage des déchets nucléaires à Bure dans la Meuse et à la lisère de la Haute-Marne, deux départements qui connaissent des difficultés économiques et sociales.

L'Andra emploie 360 personnes dont 250 ingénieurs et plus de quarante « thésards » qui effectuent tous les contrôles et les études nécessaires à la gestion de l'ensemble des déchets radioactifs, en particulier, les déchets « ultimes » très radioactifs comme le million de mètres cubes de déchets à vie courte et de faible intensité stockés dans l'Aube et à Flamanville.

## Reconquérir une opinion inquiète

François-Michel Gonnot était donc l'homme adéquat pour remplir cette délicate mission : celle de préparer et encadrer le débat parlementaire pour faire adopter le projet de loi sur les déchets radioactifs par les députés.

Le député de l'Oise a présidé pendant cinq mois, de Cherbourg à Marseille ou à Lyon, en passant par Dunkerque, Marcoule, Caen ou la cité des Sciences de la Villette à Paris, une quinzaine de réunions parfois houleuses, mais, dit-il avec fierté, « aucune n'a été annulée ». Sa mission : expliquer de façon pédagogique ce que sont les déchets nucléaires, ce que l'on peut en faire, ce qu'en font les autres pays, où en sont les chercheurs, etc.

Mais la mission la plus délicate pour François-Michel Gonnot a surtout consisté à renouer le dialogue localement, dans la Meuse et dans la Haute-Marne, avec les élus et conseillers généraux très



remontés contre les ingénieurs de l'Andra ou d'Areva qui, selon eux, cherchaient « à leur faire avaler la pilule ».

« Je m'adresse dans la Meuse et la Haute-Marne à des agriculteurs qui n'ont jamais vu une industrie, qui ne savent pas ce que c'est que le nucléaire et auxquels on dit qu'on va mettre chez eux les produits nucléaires les plus dangereux de France, les fameux déchets ultimes qui représentent en volume 5% des déchets, mais 95% de la radioactivité ! » La tâche est rude. Finalement, reconnaît-il avec satisfaction, l'idée de prendre un parlementaire et non pas un ingénieur, comme précédemment à la tête de l'Andra, était... « bonne ». La loi sur le stockage des déchets nucléaires, en cours d'examen au Parlement, va permettre à l'Andra d'avoir « des moyens, des méthodes et un cap pour reconquérir l'opinion ».

## Faire confiance à l'homme ou à la géologie ?

C'est maintenant à l'Andra, dit-il, de convaincre ces deux départements, qui souffrent d'un recul démographique et d'une récession économique, qu'ils peuvent passer à une phase « beaucoup plus positive ». François-Michel Gonnot compte s'appuyer sur plusieurs arguments. D'abord la sûreté du site de Bure, la dernière mine française – deux puits à 500 mètres sous terre dans une couche argileuse de 150 mètres d'épaisseur vieille de cent cinquante millions d'années –, et aussi la réversibilité qui consiste à pouvoir « retirer les déchets au même coût et avec les mêmes instruments qui ont permis de les mettre ». A l'heure actuelle, l'Andra garantit la réversibilité sur cent, deux cents ou trois cents ans. Elle entend aussi garder la « mémoire » de cet enfouissement, car personne ne peut dire ce que sera la France dans trois cents ans.

En fait, si l'on veut se débarrasser des déchets ra-

dioactifs, pour lui, tout tourne autour de cette question : fait-on confiance à l'homme ou à la géologie ? Si l'on fait confiance à la géologie, il faut mettre les déchets radioactifs à 500 mètres sous terre et les oublier. En revanche, si on pense que l'on a intérêt à faire confiance à l'homme, on peut espérer qu'il trouvera – grâce notamment à la mission de recherche de l'Andra – les moyens de se débarrasser de cette radioactivité. En tout état de cause, l'expérience sur les déchets radioactifs de faible intensité, gérés dans deux sites de l'Aube, permet de rester optimiste. « Au départ, indique François-Michel Gonnot, nous avons été aussi mal accueillis qu'aujourd'hui à Bure. Dix ans après nous constatons qu'il n'y a plus aucune difficulté avec la population qui a compris qu'il n'y a pas de danger. » Et en plus, cela a généré soixante-dix emplois Andra dans le département, plus les sous-traitants (sécurité, entretien, transports, etc.).

## Sarkozy offre une alternative à droite

François-Michel Gonnot, qui fut l'un des pionniers de la « Maison UDF » du temps de Valéry Giscard d'Estaing, et proche de Jean-Pierre Raffarin, a choisi aujourd'hui le camp de Nicolas Sarkozy. « Les Français veulent le changement et Sarkozy incarne cette volonté. C'est quelqu'un qui se fait comprendre des Français et comprend ce qu'ils veulent », assure-t-il. Selon lui, « il n'y a pas trente-six personnes à droite pour porter ce projet ». L'autre raison fondamentale pour laquelle François-Michel Gonnot met ses espoirs dans le n°2 du gouvernement, c'est que Nicolas Sarkozy est le seul aujourd'hui à « pouvoir offrir une alternative » au Front national qui, après les violences urbaines et le discrédit de la classe politique, se situe « très haut ».

Or, pour lui qui a toujours refusé le compromis avec l'extrême-droite (il a renoncé la vice-présidence du conseil régional de Picardie en 1998 pour ne pas être élu avec les voix du FN), le danger vient du parti de Jean-Marie Le Pen qui a fait, à la dernière présidentielle, son deuxième meilleur score national dans l'Oise. « Si j'ai une triangulaire, je suis en danger », reconnaît-il, après le précédent de 1997 où il avait été battu par un communiste au deuxième tour à cause du maintien du candidat FN. Pour ce cavalier émérite (« galop 4 ») – qui monte tous les samedis après-midi à Noyon dans la section équestre du régiment de marche du Tchad –, tout peut arriver. Y compris une sorte de 21 avril à l'envers. Reste à savoir qui saura le mieux parler à la France ? Nicolas Sarkozy ou Ségolène Royal ? Mais patience, dit-il, un an, c'est long...

FRANÇOIS GERVAIS

### Fonctions et mandats actuels :

- Député UMP de l'Oise (6<sup>e</sup> circonscription) de 1988 à 1997, et depuis 2002
- Premier adjoint au maire de Compiègne (depuis 1983)
- Membre de la commission des affaires économiques
- Président de l'agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) depuis 2005
- Conseil en entreprises (depuis 1998)

### Éléments biographiques :

Né le 15 avril 1949, marié, un enfant  
 Etudes : licencié en droit public (Paris II), IEP Paris, diplômé de l'Institut français de Presse (Paris), journaliste à *Combat* (1972-1974) puis rédacteur en chef adjoint du *Quotidien de Paris* (1976-1978)  
 Ancien vice-président du conseil régional de Picardie (1995-1998) et du conseil général de l'Oise (1998-2002)